



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 20/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MEA INDUSTRIES**

25 Avenue Jean Prouvé  
88100 Saint-Dié-des-Vosges

Références : S-23-1386RP

Code AIOT : 0006202460

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2023 dans l'établissement MEA INDUSTRIES implanté 25 Avenue Jean Prouvé 88100 Saint-Dié-des-Vosges. L'inspection a été annoncée le 02/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale "post-Lubrizol". Les nouveaux textes réglementaires encadrent les risques liés aux stockages, notamment au niveau des liquides inflammables. La visite d'inspection porte principalement sur des prescriptions des arrêtés ministériels suivants :

- arrêté du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- arrêté du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MEA INDUSTRIES
- 25 Avenue Jean Prouvé 88100 Saint-Dié-des-Vosges
- Code AIOT : 0006202460
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société MEA Industries exploite une usine de plasturgie mettant en œuvre de la résine thermodurcissable constituée notamment de polyester, de fibres de verre et d'additifs minéraux.

Au titre de la législation sur les installations classées, le site est autorisé par arrêté préfectoral n° 2816/2004 du 23 novembre 2004 modifié.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des matières stockées - Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9	Sans objet
5	Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11-3-II	Sans objet
6	Stratégie de défense incendie	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14-I	Sans objet
8	Exercices de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14-V	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	Sans objet
3	Autres installations A soumises à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1-I-2	Sans objet
4	Antériorité des installations A soumises à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1-V	Sans objet
7	Formation en cas de sinistre	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14-II-D	Sans objet
9	Rétentions	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 22-A	Sans objet
10	Rétentions	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 22-D	Sans objet
11	Surveillance en permanence des installations de LI	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23-II-B	Sans objet
12	Consignes en cas de sinistre	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 26	Sans objet
13	Recours au SDIS	AP Complémentaire du 06/11/2017, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués lors de cette visite permettent de mettre en évidence une bonne gestion des risques liés aux stockages, notamment des liquides inflammables.

Toutefois des mesures complémentaires imposées par la publication des nouveaux arrêtés "post-Lubrizol" sont à mettre en œuvre.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Etat des matières stockées - Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Etat des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées prévu au point II.  II. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :  1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.  Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.  Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.  [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité.  L'exploitant présente un état des stocks des matières stockées sous format informatique, incluant un prévisionnel des semaines à venir.  Toutefois l'exploitant doit compléter ce registre avec : <ul style="list-style-type: none"><li>• les mentions de dangers pour chaque matière stockée (ex : H224 ; H225, etc..) ;</li><li>• les matières combustibles non dangereuses (papier, carton, plastique, matières premières, déchets...).</li></ul> L'exploitant s'engage à compléter les mentions de danger pour la fin de l'année 2023 et les matières non dangereuses sous trois mois.  <b>L'exploitant transmettra à l'inspection un justificatif de l'état des stocks complété sous trois mois.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

## N° 2 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2007, article Annexe (1) – R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Régime administratif
<b>Prescription contrôlée :</b> La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. <i>Nb. : Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1</i>
<b>Constats :</b> L'exploitant confirme que les volumes d'activités listés dans l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2337/2016 du 28 septembre 2016 sont à jour. L'établissement est soumis, dans le cadre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, au régime de : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'autorisation pour les rubriques 2660, 2661 ;</li><li>• l'enregistrement pour la rubrique 4331 ;</li><li>• la déclaration pour les rubriques 2662, 2910, 2921 et 4421.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Autres installations A soumises à l'AM du 24/09/2020

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1-I-2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Champ d'application AM 24/09/20 – Seuil 100T
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités : [...] 2-Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.
<b>Constats :</b> Les résines (161 t) sont stockées dans 4 cuves en inox (R1 à R4) et 3 cuves en aluminium (R5 à R7), donc contenants non-fusibles. Au jour de la visite, l'exploitant n'est pas en mesure de préciser si des peroxydes organiques avec une mention de danger H224, H225, H226 sont stockés en contenants fusibles. Toutefois compte tenu de la quantité maximale de peroxydes stockés (2,5 t), les quantités de liquides inflammables en contenants fusibles susceptibles d'être présentes sur le site sont nettement inférieures à 100 t (cf. constat n° 4).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Antériorité des installations A soumises à l'AM du 24/09/2020

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1-V
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Champ d'application AM 24/09/20 – Bilan conformité
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les installations existantes relevant du point I.2 du présent article, l'exploitant se fait connaître du préfet et de l'inspection des installations classées au plus tard le 1er janvier 2022. A cet effet, il fournit une description des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes, des caractéristiques des installations ainsi qu'un bilan de conformité aux prescriptions du présent arrêté qui leur sont applicables.
<b>Constats :</b> L'inventaire réalisé au constat précédent met en évidence que les quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes sont inférieures à 1 000 t et que les quantités de liquides inflammables en contenants fusibles susceptibles d'être présentes sur le site sont inférieures à 100 t, le site n'est donc pas soumis à l'arrêté ministériel du 24/09/20.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11-3-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles
<b>Prescription contrôlée :</b> A. Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024. B. Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage en bâtiment ainsi qu'en stockage en bâtiment ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article 2 bis. Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage en bâtiment ainsi qu'en stockage en bâtiment ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article 2 bis. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2027. C. Les dispositions des points A et B ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite. Les dispositions des points A et B ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.

**Constats :**

Comme précisé au constat n° 3, au jour de la visite, l'exploitant n'est pas en mesure de préciser si des peroxydes organiques avec une mention de danger H224 et H225 sont stockés en contenants fusibles.

Après avoir complété l'état des matières stockées avec les mentions de danger pour la fin de l'année 2023 (cf. constat n° 1), l'exploitant s'engage à se mettre en conformité au courant du 1<sup>er</sup> trimestre 2024 et/ou au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2027 s'il est concerné par les interdictions sus-visées.

**L'exploitant transmettra à l'inspection, sous un délai de trois mois, les justificatifs attendus sur le stockage des peroxydes.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**N° 6 : Stratégie de défense incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14-I

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Plan de défense incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit un plan de défense incendie décrivant l'organisation du site en cas de sinistre, notamment :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention face à un épandage ou un incendie ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées ou non ouvrées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir en cas d'alerte notamment en matière de formations, de qualifications et d'entraînements ;
- la chronologie et la durée des opérations nécessaires pour l'accomplissement des opérations d'extinction ;
- la chronologie et la durée des opérations mises en œuvre par l'exploitant. Ces opérations peuvent comprendre des opérations d'extinction (définies à l'article 2), des opérations permettant d'éviter la propagation d'incendie dans l'attente de l'arrivée des services d'incendie et de secours, etc. ;
- la démonstration de l'adéquation, de la provenance et de la disponibilité des moyens en eau et en émulseur nécessaire dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) pour l'accomplissement des opérations d'extinction ;
- l'attestation de conformité du système d'extinction automatique accompagnée des éléments prévus au point II. B de l'article 14.

Les protocoles d'aide mutuelle ou conventions précisent les moyens ainsi que les délais auxquels s'engagent les parties impliquées, notamment : nature et quantité des moyens de lutte contre l'incendie mis à disposition, délais et conditions dans lesquels les dits moyens sont mis à disposition, période de disponibilité (permanente, heures ouvrées, jours ouvrables etc.). Ces documents sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant informe les services d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées dès lors que ces protocoles et conventions nécessitent une mise à jour. Les protocoles existants sont mis à jour au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

[...]

**Constats :**

L'exploitant présente sa procédure en cas d'incendie, dont la dernière mise à jour date du 31 mars 2021.

Le document comprend un schéma d'alerte, l'organisation de la première intervention, les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours, les personnes désignées pour des missions (fermeture des vannes d'énergie, des portes coupe-feu...), les plans des secteurs.

Le plan de défense incendie doit être complété pour répondre aux dispositions de la prescription sus-visée : durée des opérations et chronologie des opérations en périodes non ouvrées.

L'exploitant s'engage à réviser sa procédure suite à l'exercice incendie programmé en mars 2024 (cf. constat n° 8).

**Dès sa mise à jour, et au plus tard le 1<sup>er</sup> mai 2024, l'exploitant transmettra son plan de défense incendie à l'inspection et la convention avec le SDIS si elle fait l'objet d'une révision.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**N° 7 : Formation en cas de sinistre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14-II-D

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Formation

**Prescription contrôlée :**

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées et à lutter de manière précoce contre un épandage et un début d'incendie avec les moyens disponibles. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens. »

**Constats :**

L'ensemble du personnel est formé au maniement des extincteurs et 16 personnes à l'utilisation des RIA.

Des personnes désignées par l'exploitant (actées dans la procédure incendie) sont chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie.

Pour tout intervenant extérieur, un responsable de secteur et un référent QSE sont nommés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Exercices de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14-V

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Exercices de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant organise un exercice de lutte contre l'incendie dans le trimestre qui suit la mise en service de l'installation. Cet exercice est renouvelé a minima tous les trois ans.



Les exercices font l'objet de comptes rendus conservés au moins six ans et susceptibles d'être mis à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Aucun exercice de lutte contre l'incendie n'a été réalisé ces trois dernières années. En mars 2024, un exercice est programmé avec les pompiers en heure ouvrée, puis un second sera réalisé en heure non-ouvrée. Dès 2024 des exercices internes seront également organisés une à deux fois par an. <b>Après réalisation de l'exercice incendie en mars 2024, l'exploitant transmettra à l'inspection le compte rendu.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

## N° 9 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 22-A
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Dimensionnement de rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, autres que ceux visés aux points III, IV et VI de l'article 22 est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>• 50 % de la capacité globale des réservoirs et récipients associés.</li> </ul> Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.
<b>Constats :</b> L'exploitant a développé ses capacités de rétention et engagé une gestion rigoureuse : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 30 rétentions de 1 000 l ;</li> <li>• 10 rétentions de 220 l ;</li> <li>• 2 rétentions de 70 l ;</li> <li>• 2 rétentions mobiles de 70 l et 220 l ;</li> <li>• 2 armoires dédiées aux "petits stockages" sont en cours de livraison.</li> </ul> Chaque rétention est dédiée à un produit dont la capacité est au moins égale. Pour chaque rétention, un marquage au sol et des fiches d'identification des produits sont en cours de réalisation. Puis un plan d'implantation des rétentions sera réalisé et déposé dans le local pompier situé à l'entrée du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 10 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 22-D
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Dispositifs associés à la rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en place les dispositifs et procédures appropriés pour assurer l'évacuation des eaux pouvant s'accumuler dans les rétentions « et veille à ce que les capacités de rétention soient disponibles en permanence ».</p> <p>Ces dispositifs :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• sont étanches aux produits susceptibles d'être retenus ;</li><li>• sont fermés (ou à l'arrêt s'il s'agit de dispositifs actifs) sauf pendant les phases de vidange ;</li><li>• peuvent être commandés sans avoir à pénétrer dans la rétention.</li></ul> <p>La position ouverte ou fermée de ces dispositifs est clairement identifiable sans avoir à pénétrer dans la rétention.</p>
<b>Constats :</b> <p>Les silos de résines sont disposés dans une rétention fixe en béton en intérieur, sans dispositif d'évacuation.</p> <p>Un contrôle visuel de la rétention est réalisé en interne une fois par an.</p> <p>Le dispositif de rétention des eaux d'extinction d'incendie est inclus dans la procédure incendie : <i>"le responsable sécurité désigne une personne en charge de la fermeture de la vanne barrage pour l'écoulement des eaux"</i>.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 11 : Surveillance en permanence des installations de LI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23-II-B
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance en permanence des installations de LI
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>En dehors des heures d'exploitation, une surveillance de l'installation est mise en place par gardiennage ou télésurveillance.</p> <p>Cette disposition n'est pas exigée pour les stockages extérieurs remplissant les deux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• stockages extérieurs de moins de 10 mètres cubes en récipients mobiles d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 ;</li><li>• stockages extérieurs de moins de 600 mètres cubes d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.</li></ul> <p>Cette disposition n'est également pas applicable aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cube de ces liquides, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.</p>

Cette surveillance est mise en place en permanence afin de permettre des mesures de levée de doute et de transmettre l'alerte en cas de sinistre.
<b>Constats :</b> Le site est protégé par télésurveillance. En cas de déclenchement de l'alarme, la personne d'astreinte décide si déplacement du rondier est nécessaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 12 : Consignes en cas de sinistre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 26
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Consignes de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;</li> <li>• l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>• l'obligation d'établir un document ou dossier conforme aux dispositions prévues à l'article 24 pour les parties concernées de l'installation ;</li> <li>• les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> <li>• les mesures à prendre en cas de fuite sur un réservoir, un récipient mobile ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>• les mesures à prendre en cas de rupture ou de décrochage d'un flexible ;</li> <li>• les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 22 ;</li> <li>• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>• les dispositions générales concernant l'entretien et la vérification des moyens d'incendie et de secours ;</li> <li>• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li> <li>• l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul>
<b>Constats :</b> L'ensemble des consignes sont établies et sont affichées sur des tableaux à l'entrée de l'usine, complétées par des consignes spécifiques sur certains postes. Toutefois compte tenu du volume important d'informations sur le tableau situé à l'entrée de l'usine, l'exploitant étudie en complément la mise en place d'une borne interactive au premier trimestre 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 13 : Recours au SDIS

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/11/2017, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Régime de la non-autonomie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société MEA bénéficie du régime de la non-autonomie pour la protection incendie du dépôt de liquides inflammables. Le dispositif d'extinction du dépôt est composé d'un ensemble fixe sur lequel les services du SDIS installent un dispositif mobile.</p> <p>Le dispositif à demeure, sous la responsabilité de l'exploitant, comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• un local pompier à l'entrée de l'usine dans lequel se trouve 1 m3 d'émulseurs et 2 injecteurs ;</li><li>• 2 colonnes sèches équipées de raccords pompiers alimentant chacune une rétention ;</li><li>• 2 déversoirs à mousse installés en bout de ligne au-dessus de chaque rétention.</li></ul> <p>Le dispositif mobile mis en œuvre par les services du SDIS comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• une motopompe et les tuyaux nécessaires pour alimenter le réseau fixe et les déversoirs à mousse depuis les poteaux incendies ;</li><li>• les moyens humains.</li></ul> <p>Ce dispositif est complété par un système de détection incendie et un gardiennage par télésurveillance 24h/24 sur l'ensemble du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site bénéficie du régime de non-autonomie pour la protection incendie du dépôt de liquides inflammables par arrêté préfectoral complémentaire n° 2278/2017 du 06 novembre 2017.</p> <p>Conformément aux prescriptions de l'arrêté, le dispositif d'extinction est composé d'un ensemble fixe sur lequel les services du SDIS installent un dispositif mobile.</p> <p>L'inspection constate que le dispositif à demeure est conforme aux prescriptions de l'arrêté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite